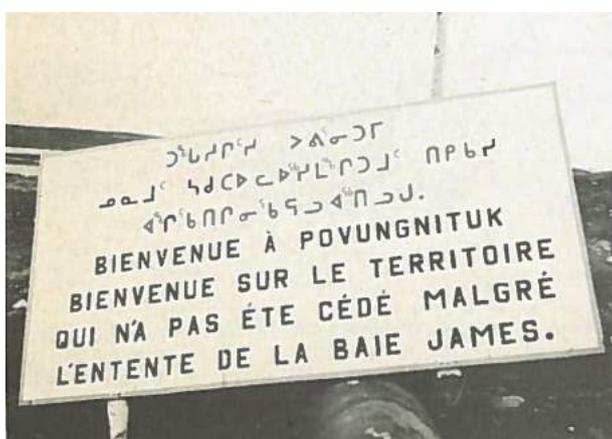


Julien PONGÉRARD
Département de Sciences sociales

Année de recherche prédoctorale à l'étranger
Université de Montréal, 2017 – 2018

Projet de recherche :
Mouvement dissident et idée d'autonomie dans les communautés autochtones du nord du Québec, des années 1970 à aujourd'hui



Panneau à Puvirnîtuq (anciennement Povungnituk) [ITN, 1983, p. 46]

Table des matières	
1	Genèse du projet et problématiques de recherche 2
1.1	S'intéresser aux dissidents 2
1.2	Reprendre l'histoire d'ITN 3
1.3	Comprendre la notion de dissidence et ses liens avec celle d'autonomie, de 1976 à 2011 et aujourd'hui 4
1.4	La dissidence comme identité et les mobilisations autochtones 5
2	Encadrement et conditions d'accueil 6
2.1	Université de Montréal 6
2.2	Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones 7
3	Méthodes de recherche 7
4	Perspectives 9
5	Indications bibliographiques 9

Abréviations

- CBJNQ – Convention de la Baie-James et du Nord québécois
- CIÉRA – Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones
- FCNQ – Fédération des coopératives du Nouveau-Québec
- ITN – Inuit Tungavingat Nunamini (organisation des Inuits dissidents)
- UdeM – Université de Montréal

1 Genèse du projet et problématiques de recherche

Le projet de recherche que j’ai construit avec mes encadrantes à l’UdeM et mes contacts au CIÉRA (cf. partie 2) comporte plusieurs facettes, que je tâche d’expliquer ci-dessous, et qui sont à rattacher à mon sujet principal : la dissidence (à la fois mouvement politique, identité et ensemble de pratiques) et son rôle dans la construction et la diffusion de l’idée d’autonomie dans le nord du Québec. Explorer la variété des aspects de ma problématique me permettra de pratiquer une recherche pluridisciplinaire, et de découvrir plusieurs façons et objets de recherche, afin de me préparer à la poursuite de ce sujet, ou d’un sujet similaire, en thèse. Après une introduction sur le mouvement dissident, je développe les trois aspects principaux de ma problématique, :

- (re)faire l’histoire de la dissidence et de ses acteurs ;
- analyser et comprendre, avec un aspect plus “sciences politiques”, les idées et les pratiques de la dissidence et de l’autonomie dans l’histoire récente du nord québécois ;
- étudier sociologiquement l’identité dissidente et autochtone, notamment en tant que dispositif de mobilisation dans des communautés localisées.

1.1 S’intéresser aux dissidents

Les problématiques de recherche que je suivrai lors de mon ARPE s’inscrit dans le fil de mon parcours en sciences sociales et études arctiques. J’ai profité d’une année de CST pour effectuer le master 2 Études arctiques de l’UPS, au cours duquel j’ai réalisé un séjour de recherche à Montréal et ai rédigé un mémoire de recherche sur la territorialité propre à plusieurs sociétés autochtones de l’Arctique, les Inuits. Au cours de ces recherches, j’ai été amené à m’intéresser à un mouvement politique particulier né dans les années 1970, « Inuit Tungavingat Nunamini » (ITN). ITN est une association créée en 1976 pour s’opposer à la Convention de la Baie James et du Nord Québécois — accord fondamental passé entre les autochtones et le gouvernement québécois, qui accorde notamment aux communautés inuites des droits d’usages spécifiques sur les territoires qu’elles occupent, ainsi qu’une compensation financière en échange de la cession de la propriété de ces terres et l’extinction de leurs droits ancestraux. ITN regroupe alors des membres de trois communautés du nord du Québec (actuel Nunavik) : Puvirnituq, Salluit et Ivujivik, qui refusent de « céder leurs terres », ainsi qu’ils le formulent, quels que soient les avantages qui leur sont promis en échange. Cette organisation s’est opposée aux associations qui ont signé la CBJNQ, et a contesté leur légitimité à le faire, comme elle s’est opposée par la suite aux institutions créées par la CBJNQ. Ces « dissidents » justifient leur position par le fait que l’identité inuite est profondément attachée au territoire occupé (le nom ITN signifie « ceux qui se tiennent debout sur leur terre »), et par le refus de dépendre des subsides du Québec pour assurer leur développement — et cela est à relier au fait que la plupart des protagonistes majeurs d’ITN sont issus du mouvement des coopératives du nord québécois, regroupées dans une Fédération des Coopératives du Nouveau Québec, forme d’auto-organisation économique des Inuits de l’actuel Nunavik.

Les dissidents ont continué à avoir de l’influence dans l’histoire de la construction politique du Nunavik (nom adopté en 1986) et de sa gouvernance, notamment en essayant de peser dans les débats et rivalités entre les différentes institutions créées par la CBJNQ (principalement la société Makivik, l’administration régionale Kativik, et leurs différentes branches). Localement, les dissidents se sont également distingués en rejetant ces institutions et les transferts prévus

par la CBJNQ (en essayant par exemple de créer leur propre Commission scolaire à Puvirnituk en 1979), ou en essayant de traiter avec le gouvernement fédéral canadien plutôt que Québec. Cependant, Salluit et Ivujivik ont fini par signer la CBJNQ, et Puvirnituk semble aujourd’hui accepter de fait la gouvernance régionale normalisée. Les dissidents sont crédités de la mise en avant de l’idée d’auto-détermination au Nunavik, et leur importance dans la promotion de l’idée d’autonomie a été soulignée lors des débats entourant le référendum de 2011 sur la formation d’un gouvernement régional au Nunavik — référendum où le « non » l’a cependant massivement emporté.

1.2 Reprendre l’histoire d’ITN

Si ces éléments sont bien connus, et régulièrement évoqués dans des articles de recherche, la connaissance que l’on a du mouvement ITN aujourd’hui ne va pas beaucoup plus loin. La sociologie et l’histoire de ce mouvement n’ont fait l’objet que d’analyses partielles, souvent basées sur les documents produits lors des négociations institutionnelles ou les souvenirs parcellaires évoqués dans les quelques autobiographies publiées par les dissidents. Le seul ouvrage portant spécifiquement sur le mouvement, racontant sa genèse et décrivant ses positions, est une brochure auto-éditée par ITN en 1983, fort peu connue ou diffusée, et posant un certain nombre de problèmes par son manque d’objectivité : il s’agit avant tout d’une compilation de discours des dissidents sur eux-mêmes, dans une optique de propagande, et ne concernant que les dix premières années du mouvement.

De nombreux éléments restent à comprendre et à préciser, et permettraient d’alimenter une réflexion sur des problématiques plus vastes en géographie culturelle et sociologie politique. Je mentionne ici quelques-unes de ces zones d’ombre :

- La nature et la structure d’ITN et de la dissidence sont mal connues : faut-il y voir une association, un mouvement politique, un réseau, un courant d’idées, voire une étiquette ? Mis à part la déclaration comme association en 1976, on ne connaît pas la façon dont les dissidents se sont organisés en réseau, le degré de formalisation de l’organisation, les moyens de communication dont ils ont disposé (dans les décennies 1970–1980, il est peu probable que des réunions aient pu être tenues régulièrement étant donné l’isolement des différentes communautés), la façon dont les décisions ont pu être prises en interne.
- Cette question de la communication et des débats internes pose celle de la légitimité des dissidents dans leurs communautés respectives. Il est souvent mentionné que les dissidents étaient constitué des communautés de Puvirnituk, Ivujivik, et de la moitié des habitants de Salluit, sans que l’on sache bien ce que cela désigne : y a-t-il eu des débats et votes internes, et selon quelles modalités ? Ou les dissidents ont-ils été des *leaders* ayant entraîné leur communauté avec eux sans consultation ?
- L’histoire de la sortie de la dissidence est encore à écrire : les communautés de Salluit et Ivujivik (en 2015) ont fini par accepter entièrement la CBJNQ et entrer de plein droit dans les dispositifs qu’elle prévoit, sans que l’on connaisse les contenus et modalités des débats qui ont présidé à ces choix — à la fois au sein de ces communautés et avec les institutions de la CBJNQ. Il faut de plus noter que le « refus » de la CBJNQ dans les communautés dissidentes est à préciser : si on présente souvent les dissidents comme ceux qui se sont opposés à la CBJNQ, et ont refusé de la signer¹, il s’agit en fait d’un rejet de deux articles

1. La communauté de Puvirnituk se présente elle-même ainsi sur [son site internet](#).

précis portant sur les articles 2.1 et 2.6. Même à Puvirnituk, le refus de la CBJNQ dans son ensemble à été peu à peu restreint, dans sa dimensions formelle, à un refus de mettre en œuvre le régime des terres qu'elle prévoit.

- Une dernière zone d'ombre importante à mentionner est celle des liens entre ITN et le mouvement coopératif (fédéré avec la FCNQ), lui-même né à Puvirnituk. La porosité entre les deux ne fait pas de doute, comme en témoignent les individus ayant joué des rôles majeurs à la fois dans le mouvement dissident et le mouvement coopératif (c'est le cas de Taamusi Qumaq, acteur central de la dissidence). Cependant, la division du travail militant et organisationnel entre les deux associations (FNCQ et ITN), et plus largement entre les mouvements coopératif et dissident, est encore à explorer. Le mouvement coopératif n'a-t-il fait qu'inspirer les idéaux de la dissidence ? Celle-ci n'a-t-elle été que le bras politique du mouvement coopératif ?

1.3 Comprendre la notion de dissidence et ses liens avec celle d'autonomie, de 1976 à 2011 et aujourd'hui

Le dernier élément mentionné sur le lien entre mouvements coopératif et dissident ouvre sur des questions plus conceptuelles. Le fait coopératif au Nouveau-Québec (un espace géographique proche de l'actuel Nunavik) relie un ensemble de pratiques (mise en commun des ressources, apprentissage de métiers d'artisanat, constitution en association pour gérer l'activité artisanale, etc.) et d'idées politiques (l'auto-gestion de leur économie par les Inuit, le refus de la dépendance aux transferts sociaux québécois). Les dissidents, proches du mouvement coopératif, ont ainsi été influencés et ont promu à leur tour l'idée d'une possible autonomie des Inuits du Nunavik. Cependant, cette question de l'autonomie est souvent abordée sous un angle exclusivement politique, celui de la formation d'un gouvernement autonome et des débats qui l'ont entourée (cf. par exemple Duhaime, 1992). Il semble pourtant important de comprendre l'autonomie comme un fait social plus vaste, tenant ensemble des objectifs politiques, des pratiques et structures économiques, un ancrage géographique et social dans des réseaux d'appartenance localisés, et une identité revendiquée comme différente et à préserver, dans une certaine mesure, de l'influence québécoise.

Le travail de terrain se focalisera ainsi sur la compréhension de ce que signifient autonomie et dissidence pour les Inuits de Puvirnituk, et les valeurs qui sont associées à ces deux notions — dans la lignée des travaux de N. Gombay. En ce qui concerne l'autonomie, je me concentrerai notamment sur l'importance, matérielle et symbolique, de l'économie de subsistance (chasse et pêche à des fins d'auto-consommation et de partage communautaire), de même qu'aux activités économiques réalisées dans le cadre des coopératives, et des représentations sociales qui accompagnent ces activités : sont-elles spécifiquement valorisées ? Sont-elles investies du sens de pratiques « authentiques », dépositaires d'une identité particulière ? Ou sont-elles déconsidérées parce que perpétuant des représentations exotiques du monde inuit ? Il faudra évidemment distinguer parmi les idées d'autonomie qui ont été promues par différents acteurs politiques au fil des débats (voir Duhaime, 1992, pour une analyse en profondeur mais datée). En ce qui concerne la dissidence, les interrogations laissées ouvertes par la littérature existante sont encore plus nombreuses, car elle n'a pas été étudiée autrement qu'en tant qu'une forme de discours consistant à dire « non » pour s'affirmer (Hervé, 2014), se limitant ainsi encore une fois aux aspects politiques formels. La dissidence a pourtant aussi été un ensemble de pratiques concrètes, comme en témoigne l'épisode de l'ouverture d'une école auto-gérée afin de contester la légitimité de la

commission scolaire Kativik, ou l'initiation de démarches juridiques contre la CBJNQ. Il faudra aussi se pencher sur la façon dont les communautés dissidentes ont pu aménager leurs positions officielles de refus de la CBJNQ, notamment lorsque celle-ci prévoit des dispositifs favorisant l'autonomie des communautés du Nunavik (par exemple avec les subventions pour des activités de chasse communautaire ; voir Martin, 2003).

Dans cet aspect de la recherche portant sur l'histoire des idées et la conceptualisation de la dissidence et de l'idée d'autonomie, une large place sera faite à l'étude du référendum de 2011. Celui-ci portait sur la formation d'un gouvernement régional, par la fusion de plusieurs institutions de gouvernance au Nunavik, et était le fruit de plusieurs décennies de débat. Déjouant les prévisions, les habitants du Nunavik ont très largement rejeté cette option. Un état des lieux des débats sur l'interprétation de ce résultat reste à écrire, car il avait donné lieu à de nombreux articles écrits « à chaud » ; de même, je me pencherai sur le rôle qu'ont joué les dissidents et leurs idées dans les débats en amont du vote. Certains auteurs y voient une défaite de l'idée d'autonomie portée par le mouvement dissident, quand d'autres y lisent le succès de la dissidence dans le rejet d'un projet perçu comme trop proche des attentes du gouvernement québécois (Papillon, 2011).

1.4 La dissidence comme identité et les mobilisations autochtones

L'une des hypothèses de travail envisagées avec N. Gombay sur cette conceptualisation de la dissidence est de la considérer sous l'angle sociologique d'une identité particulière, que l'on retrouve encore aujourd'hui à Puvirnituk, où certains habitants se revendiquent comme étant ceux qui ont refusé de céder leurs terres. A travers entretiens et travail de terrain, il s'agira de comprendre ce que recouvre cette identification, d'en pointer les ressorts et les effets. Une hypothèse est qu'il s'agit notamment pour certains d'une étiquette politique, affichée au sein des communautés dissidentes aussi bien que face à l'extérieur (Québec et Canada), véhiculant un fort capital symbolique d'autochtonie (ou d'authenticité inuite). Identifier les acteurs de la dissidence, des années 1970 à aujourd'hui, permettra aussi de mieux comprendre les ressorts sociaux de l'entretien de cette étiquette politique particulière et des représentations qui y sont associées. Ainsi, plusieurs chercheurs m'ont expliqué que l'identité politique de « dissident » était intimement associée aux membres d'une famille de Puvirnituk, les Tulugaq, dont des membres de plusieurs générations se sont impliqués dans les débats publics.

Etudier ces débats permettra aussi de comprendre comment l'idée de dissidence est invoquée et réactualisée selon les débats, notamment à Puvirnituk. Cette communauté est en effet connue pour s'être souvent mobilisée afin de faire émerger différents sujets dans les débats publics au niveau nationale, en réclamant que les intérêts autochtones soient mieux pris en compte — l'un des derniers exemples marquants a été la campagne pour conserver une maternité à Puvirnituk. A travers l'exemple de la dissidence, notamment à Puvirnituk, il s'agira d'étudier la constitution, l'entretien et la mobilisation d'un double capital : « capital militant » (Matonti et Poupeau, 1983) et « capital d'autochtonie » (Aunis et al., 2016), c'est-à-dire l'ensemble des ressources mobilisables à des fins politiques, et qui sont liées à l'appartenance à un réseau de relations localisés. Dans le cas du Nunavik, il faut cependant élargir la notion d'autochtonie au-delà des aspects qu'elle recouvre dans les débats français ; en plus d'un réseau d'appartenance localisé mobilisable, l'autochtonie relève ici d'un dispositif d'identification revendiqué et institutionnalisé, un levier d'action politique utilisé par les communautés autochtones.

Etudier les mobilisations « dissidentes » à Puvirnituk — auprès d'acteurs de Salluit et Ivujivik

— devrait donc permettre de comprendre l’usage de deux dispositifs d’identification collective qui pourront être comparés et dont l’articulation est à étudier : l’identité comme « autochtone », face au pouvoir et aux acteurs « blancs » ; et l’identité comme « dissidents », cette fois au sein des autochtones du Nunavik. L’autochtonie comme moyen d’identification et d’affirmation politique a été promue par ITN à travers l’entretien de liens internationaux avec des populations autochtones en contexte colonial ou post-colonial tout autour de l’Arctique et des Amériques — par exemple lorsque des représentants dissidents s’affichent aux côtés de populations amérindiennes en lutte pour leur droit à l’auto-détermination. Au cours du travail de terrain, j’essaierai de comprendre quels effets l’usage de tels dispositifs ont, en retour, sur l’identification au sein d’une petite communauté comme celle de Puvirnituk. Dans quelle mesure les habitants se reconnaissent-ils comme autochtones et dissidents ? Quelle signification ces étiquettes recouvrent-elles pour eux ?

2 Encadrement et conditions d’accueil

2.1 Université de Montréal

Je serai accueilli au [département de géographie](#) de l’université de Montréal, dans un dispositif spécifique m’octroyant le statut d’« [étudiant visiteur de recherche](#) ». Nicole Gombay, professeure agrégée, dirigera principalement mes recherches, mais étant donné qu’elle n’est pas disponible à plein temps à l’UdeM, je serai aussi suivi par Thora Martina Herrmann, professeure agrégée et membre du Centre de la Science de la Biodiversité au Québec. N. Gombay est professeure en géographie culturelle ; ses dernières recherches se penchent sur les structures de l’économie inuite au Nunavik, en mettant notamment en évidence l’importance matérielle et symbolique de l’idée d’autonomie à travers l’économie du don. C’est la seule chercheuse en activité à s’intéresser spécifiquement à la question de la dissidence, et de l’identité qui s’y rattache, des années 1970 jusqu’à aujourd’hui. Elle mène, sur le long terme, des travaux pluridisciplinaires à Puvirnituk, dernière communauté dissidente. T. Herrmann, de son côté, est géographe et anthropologue, spécialisée dans les environnements polaires et les interactions entre sociétés et milieux naturels. Elle dispose d’une grande expérience de la recherche en contexte autochtone et pourra m’aider sur les questions relatives à la territorialité inuite et aux structures environnementales et sociales de l’économie de subsistance qui sont au cœur de l’idée d’autonomie.

Concrètement, je disposerai un bureau à l’UdeM, avec ordinateur et autres fournitures à disposition. Ce bureau sera partagé avec T. Herrmann et des doctorants. Cet environnement de travail devrait être propice à des échanges fructueux, car il y devrait y avoir des points de convergence sur nos sujets de travail, notamment avec une doctorante travaillant en sociologie politique sur les jeunes leaders politiques et associatifs autochtones du Nunavik. J’aurai accès à la bibliothèque de l’UdeM, ainsi qu’aux autres bibliothèques universitaires de Montréal (notamment celle de l’université McGill, qui est la bibliothèque de référence sur les recherches inuites). J’aurai aussi accès à la bibliothèque et archives nationales du Québec (BanQ), qui dispose de fonds riches sur les coopératives du Nouveau-Québec auquel je devrais être amené à m’intéresser, et aux archives et services du centre Avataq, l’organisme culturel des Inuits du Nunavik, qui dispose de nombreux documents, connaissances et contacts dans les communautés sur lesquelles je compte travailler. Bien que l’UdeM ne l’exige pas, j’assisterai aux cours de mes encadrantes (notamment « Territoires polaires et sociétés autochtones » de T. Herrmann, et « Géographies autochtones » de N. Gombay) ainsi qu’aux séminaires de recherche et aux divers événements organisés au

département de géographie et dans ses différents centres de recherche.

2.2 Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones

En parallèle de cet encadrement institutionnel, mes travaux seront suivis par T. Rodon, directeur du [Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones](#), qui fait autorité sur les questions autochtones en Amérique du Nord, et édite la revue de référence *Études/ Inuit/ Studies*. Je serai inclus dans les activités et le vaste réseau de ce centre, aurai accès à l'université Laval et sa bibliothèque, et aux séminaires et événements du CIÉRA où je serai amené à présenter mes recherches. Nous avons convenu avec T. Rodon et N. Gombay qu'il serait profitable que je m'y rende au moins une fois par mois pour le séminaire général. T. Rodon est professeur en sciences politiques et connaît extrêmement bien l'histoire et les acteurs des débats politiques au Nunavik depuis les années 1970. En plus de me faire bénéficier de l'environnement institutionnel du CIÉRA, il pourra me donner de précieuses indications pour identifier des acteurs pertinents à interroger, et me renseigner sur les processus politiques et institutionnels qui se sont déroulés au Nunavik au cours des dernières décennies, et sont souvent mal documentés.

Enfin, dans le cadre de recherches bibliographiques et d'archives, je pourrai être amené à travailler de façon ponctuelle avec Daniel Chartier, au laboratoire [Imaginaire | Nord](#). Ce laboratoire, spécialisé en littérature et sémiotique, possède une banque de ressources exceptionnelle, comprenant notamment les archives de publications au Nunavik sur la période où ITN était la plus active. D. Chartier dispose par ailleurs de nombreux contacts dans les communautés autochtones du Nunavik, et a travaillé avec des représentants des Dissidents pour la diffusion de leurs écrits.

3 Méthodes de recherche

Mon travail s'inscrit dans une perspective pluridisciplinaire en sciences sociales, mobilisant géographie (notamment culturelle), sociologie, science politique, anthropologie, histoire, et attention aux phénomènes économiques.

Une première étape, déjà entamée lors de mon master 2, est de procéder à une **recherche bibliographique et archivistique** sur le mouvement des dissidents et sur les différents processus politiques engagés à partir de la signature de la CBJNQ — ainsi que sur les analyses qui ont été faites du résultat du référendum de 2011. Il s'agit de repérer les travaux académiques concernant mes questions de recherche, mais aussi les travaux produits par et sur les dissidents, qu'ils soient académiques, scientifiques, ou artistiques — plusieurs films documentaires ont par exemple été tournés à Puvirnituq, certains donnant largement la parole aux membres d'ITN et des communautés dissidentes (c'est le cas du film de Bulbulian, 1983). Même si ce travail bibliographique sera poursuivi tout au long de l'année, il sera d'abord à visée exploratoire, permettant notamment d'établir l'état des connaissances sur le mouvement dissidents, et de construire des hypothèses de recherche solides ainsi qu'une base de connaissances utile pour les autres aspects de la recherche. Cela permettra en outre d'identifier de nouveaux acteurs qu'il pourrait être intéressant d'interroger.

Un certain nombre **d'entretiens** — semi-directifs et biographiques, dans une perspective historique et sociologique — seront réalisés, avec des acteurs divers, dont certains sont déjà

identifiés. Une méthode d' « effet boule de neige » sera utilisée pour identifier, de proche en proche, des personnes susceptibles d'enrichir le travail de recherche. Cela semble particulièrement adapté dans le cas des acteurs de la dissidence et de l'idée d'autonomie, car ils se connaissent entre eux et forment un réseau particulier, difficilement repérable car peu formalisé et transversal à de nombreux groupes sociaux, ethniques, géographiques et professionnels. Il faut ici ajouter que selon l'efficacité de l'approche en termes de réseau, et les moyens techniques et temporels disponibles, une analyse quantitative de réseau pourra être envisagée.

Parmi les acteurs déjà identifiés comme susceptibles de faire l'objet d'entretiens, se trouvent :

- Les membres d'ITN encore en vie, principalement à Puvirnituk, mais aussi, s'il est matériellement possible de les contacter, à Salluit et Ivujivik ;
- Les différents responsables associatifs et politiques contemporains de Puvirnituk, ce qui inclut des descendants directs des fondateurs d'ITN ;
- Les « compagnons de route » des dissidents, acteurs politiques, syndicalistes, documentaristes, mais aussi chercheurs (par exemple le socio-anthropologue J.-J. Simard, qui s'est engagé à leurs côtés dans les années 1970-1980) ;
- Les responsables politiques et associatifs québécois et autochtones qui ont participé aux différentes négociations institutionnelles où les dissidents étaient présents (notamment à travers le mouvement coopératif) ;
- Les habitants de Puvirnituk, anciens ou contemporains.

Au cœur de la démarche méthodologique, un **travail ethnographique de terrain** sera réalisé, très probablement à Puvirnituk au Nunavik, village qui est considéré comme le cœur de la dissidence, et dernière communauté à n'avoir pas signé la CBJNQ. Ce travail, analogue à une période d'étude ethnographique menée dans un village du nord-ouest du Groenland en 2017, durera sans doute au moins un mois, et est considéré comme une étape essentielle et centrale par mes différents encadrants, car il s'agit de l'endroit le plus propice pour réaliser des entretiens, formels et informels, et mener des observations participantes. Ce déplacement est d'autant plus essentiel que la question de la territorialité est au fondement même de la notion de dissidence — les dissidents ayant refusé de céder leurs terres afin de préserver leur identité (le nom de l'organisation ITN, qui signifie « ceux qui se tiennent debout sur leurs terres », le rappelle).

Au cours de ce travail de terrain, sinon au-delà, des méthodes de **sociologie visuelle** seront utilisées pour étudier les traces matérielles et symboliques de l'identité dissidente et de l'idéologie de l'autonomie. Je pourrai pour cela me baser sur l'expérience de mon master 1 de sociologie en Angleterre, où j'ai utilisé plusieurs de ces méthodes pour étudier la construction d'un « sens du lieu » et d'un « sens de la communauté » dans des jardins ouvriers. Des entretiens basés sur des matériaux photographiques (« *photo-elicitation interviews* ») sont notamment envisagés.

Enfin, un aspect méthodologique majeur au cours de cette ARPE sera la poursuite de l'acquisition, et la mise en pratique, d'une **éthique de recherche propre au contexte autochtone** et des méthodologies qui y sont associées. Je participerai à des formations et serai spécifiquement encadré sur ce sujet par N. Gombay et T. Herrmann. Mes recherches seront menées dans le respect des différents guides existants afférents aux populations et aux thématiques abordées — notamment les protocoles établis par l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, et les « Trois Conseils de recherche » du Canada (en sciences humaines, en sciences naturelles et en génie, et en santé). Dans une optique de participation des enquêtés à la recherche, ma démarche visera notamment à leur permettre d'établir et s'approprier l'histoire du mouvement dissident ; et mes résultats donneront lieu à une restitution auprès des enquêtés, à la fois

de manière directe en envoyant un compte-rendu de mes recherches, et de manière indirecte en soumettant mes résultats au organismes culturels du Nunavik (institut Avataq notamment).

4 Perspectives

Cette ARPE devrait donner lieu à plusieurs productions et possibilités de diffuser et poursuivre la recherche.

- Je présenterai les résultats de mes recherches au séminaire du CIÉRA et dans des rencontres au département de géographie de l’UdeM. Selon la pertinence de ces résultats, je pourrai aussi les proposer à différents événements et colloques d’Amérique du Nord, et rédiger un article pour des revues spécialisées — notamment *Études/ Inuit/ Studies*, elle-même publiée par le CIÉRA.
- La possibilité d’une thèse en cotutelle avec le CIÉRA ou Imaginaire | Nord à partir de septembre 2018 a déjà été évoquée comme une issue possible à l’ARPE. Cela sera notamment le cas si l’objet précis de mes recherches (ITN et la dissidence) s’y prête, ou plus généralement sur la question de la territorialité, dans la lignée de mon M2.
- Même si ces travaux ne débouchent pas sur un partenariat institutionnel à travers une thèse, ils me serviront certainement quel que soit le projet de thèse que j’élaborerai — y compris, de manière comparative, si ce dernier concerne les populations du Groenland, territoire où la question de l’autonomie joue un rôle central.
- Concrètement, si mes travaux futurs doivent me ramener au Nunavik, l’ouverture de terrain à Puvirnituk au cours de l’ARPE sera un atout précieux, car les anthropologues mettent en avant le fait que revenir dans une communauté participe à la création d’un lien de confiance utile pour les recherches (la première venue sur ce type de terrain étant souvent plus le moment où l’ethnographe découvre et est jaugé par la communauté d’accueil).
- Une restitution de mes travaux pourra être organisée sous forme de présentation ou de colloque réunissant représentants inuits et québécois, en association avec l’institut culturel Avataq.

5 Indications bibliographiques

Références

- ANGLURE, Bernard Saladin d’, MORIN, Françoise, FROST, Peter. « Le peuple inuit, entre particularisme et internationalisme : un bilan de ses droits et pouvoirs en 1992 ». *Études/Inuit/Studies*, 5-20.
- AUNIS, Émilie, BENET, Joachim, MÈGE, Arnaud, PRAT, Isabelle (dir.), *Les Territoires de l’autochtonie. Penser la transformation des rapports sociaux au prisme du « local »*, PU Rennes, coll. « Espace et Territoires », 2016, 142 p.
- BOUCHARD, Jérôme (2008). « Élaboration du gouvernement régional du Nunavik et construction de l’identité collective inuit ». *Études/Inuit/Studies*, 32/ 1, Inuit urbains / Urban Inuit, pp. 137-153
- CANOBBIO, Éric (2009). *Géopolitique d’une ambition Inuite : le Québec face à son destin nordique*. Québec : Septentrion.
- COLLIGNON, Béatrice (1999a). « Les Fondements territoriaux de l’identité Inuit d’hier et d’aujourd’hui », in BONNEMAISON Joël, CAMBRÉZY Luc, QUINTY-BOURGEOIS Laurence (eds.). *Le Territoire, lien ou frontière ? — 1. Les Territoires de l’identité*. Paris, L’Harmattan, 1999.

- DESBIENS, Caroline (2013). *Power from the north : Territory, identity, and the culture of hydroelectricity in Quebec*. UBC Press.
- DAHL, Jens (1988). « Self-government, land claims and imagined Inuit communities », *FOLK*, 30, p.73-84.
- DUHAIME, Gérard (1992). « Le chasseur et le minotaure : itinéraire de l'autonomie politique au Nunavik ». *Études/Inuit/Studies*, 149-177.
- GOMBAY, Nicole (2005). « Shifting identities in a shifting world : food, place, community, and the politics of scale in an Inuit settlement ». *Environment and Planning D : Society and Space*, vol. 23, no 3, p. 415-433.
- GOMBAY, Nicole (2010). *Making a Living : Place and the Commoditisation of Country Foods in a Nunavik Community* UBC Press, Kingston, Ontario
- GOMBAY, Nicole (2013). « “Oubliez la faune et la flore et vivez par l’argent” : le Plan Nord, l’économie et le développement nordique », *Géographie, économie, société*, 2013/4 (Vol. 15), p. 327-344.**²
- HERVÉ, Caroline (2014). « Le pouvoir du “non” dans le processus d’autonomie politique au Nunavik ». *Études/Inuit/Studies*, 38/1-2, p.137-156.
- HERVÉ, Caroline (2015). *Le pouvoir vient d’ailleurs : leadership et coopération chez les Inuits du Nunavik (Arctique québécois)*. Presses de l’Université Laval.
- HOBSBAWM, Eric, RANGER, Terence (ed.) (1983). *The Invention of Tradition*. Cambridge University Press.
- INUIT TUGAVINGAT NUNAMINI (ITN), (1983). *Les Inuit dissidents à l’entente de la Baie James / Inuit Tungavingat Nunamini Povungnituk*. Inuit Tungavingat Nunamini and Montréal, Comité d’appui aux nations autochtones and La Maîtresse d’école inc., 104 p.
- LÉGARÉ, André (2001). « The Spatial and Symbolic Construction of Nunavut. Towards the Emergence of a Regional Collective Identity », *Études/Inuit/Studies*, vol. 25, no 1-2, p. 141-168.
- MARTIN, Thibault (2003). *De la banquise au congélateur : mondialisation et culture au Nunavik*. Presses Université Laval.
- MATONTI, Frédérique, POUPEAU, Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, no 155, p. 4-11.
- MORIN, Françoise (2001). « La Construction de nouveaux espaces politiques inuits à l’heure de la mondialisation », *Recherches Amérindiennes au Québec*, vol. 31, no 3, p. 25-36.
- MÜLLER-WILLE, Ludger (2000). « Place Names and Self-Determination. Some Reflections », in DAHL, Jens, HICKS, Jack, JULL, Peter (eds.), *Nunavut. Inuit Regain Control of their Lands and their Lives*, Copenhagen, International Work Group for Indigenous Affairs, p. 146-151.
- PAPILLON, Martin (2011). « Le référendum au Nunavik : un pas en arrière pour mieux avancer ? », *Options Politiques*, 01/08/2011.
- QUMAQ, Taamusi (2010). *Je veux que les Inuit soient libres de nouveau*. Presses de l’Université du Québec.
- RODON, Thierry (2003). *En partenariat avec l’état : les expériences de cogestion des autochtones du Canada*. Presses Université Laval.
- SIMARD, Jean-Jacques (2003). *La réduction : l’autochtone inventé et les Amérindiens d’aujourd’hui*. Les éditions du Septentrion.
- VALLEE, Frank G. (1964). « Notes on the cooperative movement and community organization in the Canadian Arctic ». *Arctic Anthropology*, 2(2), 45-49.

Films

- GIGUÈRE, Serge (2012). « Supplément : Nuna », in *Le Nord au coeur. Parcours d’un géographe*, Québec, 85 min.
- BULBULIAN, Maurice (1983). *Debout sur leur terre*, Québec, 1983, 54 min. http://www.onf.ca/film/debout_sur_leur_terre/ [28 July 2016].

2. Article qui sera présenté lors de la soutenance.